

LE PRESENT QUOTIDIEN
1955-1966

DU MÊME AUTEUR

AUX MÊMES EDITIONS

Histoire des populations françaises et de leurs attitudes
devant la vie depuis le XVIII^e siècle
coll. « Points Histoire », 1971

L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime
coll. « L'Univers historique », 1973
coll. « Points Histoire » (abrégé), 1975

Essais sur l'histoire de la mort en Occident
du Moyen Âge à nos jours
relié, 1975
coll. « Points Histoire », 1977

L'Homme devant la mort
coll. « L'Univers historique », 1977
coll. « Points Histoire », 2 vol., 1985

Un historien du dimanche
(avec la collaboration de Michel Winock)
1980

Images de l'homme devant la mort
album relié, 1983

Le Temps de l'histoire
coll. « L'Univers historique », 1986

Essais de mémoire
1943-1983
coll. « L'Univers historique », 1993

SOUS LA DIRECTION DE
PHILIPPE ARIÈS ET DE GEORGES DUBY

Histoire de la vie privée
coll. « L'Univers historique »
(volumes reliés, 1985-1987)

PHILIPPE ARIÈS

LE PRESENT QUOTIDIEN

1955-1966

INTRODUCTION ET NOTES DE
JEANNINE VERDÈS-LEROUX

EDITIONS DU SEUIL

25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-132120-3

© ÉDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 1997

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

La « fidélité inventive » de Philippe Ariès *

Rendant compte, en 1944, du *Journal de l'Etoile*, Philippe Ariès disait l'intérêt extrême que peut prendre, un siècle plus tard, un recueil d'observations, de potins, de coupures de presse, venant d'un « honnête homme » : il aide l'historien à ressusciter la vie quotidienne de ses ancêtres. Quelque peu agacé par l'importance donnée aux hommes d'État, à la conduite politique de l'histoire, il disait le prix des faits et gestes notés quotidiennement, pêle-mêle, par « un homme rangé », « de bonnes mœurs et de bonne bourgeoisie », tout simplement curieux de son temps et sachant observer¹. Une des façons de lire les articles écrits par Philippe Ariès de 1955 à 1966 dans *La Nation française* est de prendre cette suite comme un Journal : il y note ce qui l'intéresse, l'amuse, le trouble ou l'indigne : un reportage dans un hebdomadaire, un livre, un événement – les réactions à Mai 1958 –, l'évolution du sentiment religieux et la désacralisation du monde, les polémiques du temps, la mort de Jean XXIII, les bévues des intellectuels et plus encore les « routines » des spécialistes de science politique, les combats pour l'Algérie française et le sort des « réprouvés », les refus et les souffrances des Français d'Algérie, la justice, les prisons, les Princes, l'osmose entre le passé et le présent de l'Italie, la solitude de l'homme moderne, la mort, les inadaptés, le pathétique du monde... Philippe Ariès mêle des constats qui se veulent objectifs, des prises de position politiques passionnées, des hypothèses d'explication ; il livre des émotions autant que des réflexions. Indépendant, non conformiste, il peut un jour rendre compte d'un livre important, *Classes laborieuses et Classes dangereuses* de Louis Chevalier (1959), et, un autre

* Le mot est de Michel Foucault, « Le souci de la vérité », *Le Nouvel Observateur*, 17 février 1984.

jour, accorder autant d'intérêt à un pamphlet – très médiocre et oublié – *Zoologie du Palais-Bourbon* (1964), car l'auteur, André Figuéras, est un membre de sa « famille », ou à un gros livre échevelé de Jean Jaélic, *La Droite, cette inconnue* (1963) : il y voit une « sensibilité exigeante, déchirée et joyeuse » et veut faire partager son enthousiasme². Son éclectisme est évident ; le suivre amène le lecteur à passer d'une réflexion sur le vieil Orient, suscitée par la révolution d'Irak, au commentaire d'un discours du délégué général du gouvernement en Algérie, Paul Delouvrier, d'un roman d'Antoine Blondin, *Un singe en hiver* (1960), à un étrange recueil de Vassily Rozanov, *La Face sombre du Christ* (1964), d'une explication du « déclin » du syndicalisme à la réforme liturgique. Il dira, en 1980, dans des entretiens avec Michel Winock, que ce qui lui importe, c'est le spectacle du monde et sa diversité et non les explications que, comme historien, il est contraint d'en donner³. Repensant à sa collaboration à *La Nation française*, il la définit comme « un laboratoire d'idées », où, dans des articles de circonstance, ayant clairement senti que l'État et le régime n'étaient pas seuls en cause, il cherchait la civilisation à retrouver⁴. Il essaie, dans ses articles, d'indiquer les mouvements profonds et inaperçus sous les phénomènes apparents. Malgré l'étiquette « réactionnaire » qu'il se donnait avec un rien de provocation, Philippe Ariès ne rêve pas à un passé doré, il sait que le passé « heureux et débonnaire » qu'on lui a raconté dans son enfance est mythique, il ne refuse jamais le monde présent ; mieux, il connaît, et il l'a dit en diverses occasions, les terribles épreuves qui accablaient les anciennes populations et il a mesuré, à côté des pertes, les gains que la civilisation technicienne a apportés dans la lutte contre la maladie, contre la pauvreté. A l'enquête du journal, « Quelle société nous imaginons », il répond : « Mais celle qui existe, qui se fait, mais se dissimule sous les épais vernis des abstractions, des constructions idéologiques ! [...] il faut d'abord essayer de voir celle où nous vivons réellement, avec ses valeurs originales de civilisation, inaperçues aussi bien des conservateurs politiques, de traditionalistes myopes ou de progressistes mécanisés. Est-ce à dire que ces valeurs sont toujours bonnes ? Bonnes, parce que nouvelles ? Je ne le prétends pas, mais elles sont vraies, elles ont une charge d'humanité vécue⁵. »

Dans des interviews parues au cours des années 1980, Philippe Ariès utilise l'expression « se décrasser de la politique » : les années 1955-1966 mettent à jour ses efforts en ce sens et ses contradictions. Ayant rompu avec la pensée de Maurras, après avoir pris conscience de son caractère « fondamentalement an-historique⁶ », il garde des antipathies, des admirations, des solidarités, des réflexes, fortement colorés par les convictions politiques de sa jeunesse, car le positivisme maurrassien avait été si profondément mêlé au folklore – au « légendaire familial » – qui avait enchanté son enfance qu'il lui fallut du temps, de la peine, et « plusieurs repentirs », pour se dégager⁷. Ses condamnations répétées du général de Gaulle, qu'il avait appelé en mai 1958⁸, éclairent les tensions entre le poids de la dogmatique maurrassienne, les fraternités, et ses volontés de libération. « Je n'ai aucune raison de déplorer une politique qui fut longtemps la nôtre, le renforcement et la personnalité de l'État. Si j'ai rejoint les adversaires de Charles de Gaulle, s'il m'est arrivé de regretter que les conjurés du Petit-Clamart aient raté leur but, ce n'est pas par hostilité "inconditionnelle" au régime ni même à son chef ; mais les convictions de la raison, de la mémoire, de l'histoire, ne parviennent pas à surmonter l'horreur que m'inspire la conduite de Charles de Gaulle à l'égard des Français et des Franco-Musulmans d'Algérie. [...] cette cruauté me repousse loin de l'homme, malgré son énergie ; loin de l'œuvre, malgré ses aspects positifs. Elle frappe d'indignité l'État tout entier [...]. Le régime actuel a su réconcilier ces vertus rivales [charité et justice] en les bafouant autant l'une que l'autre. C'est ce que nous sommes quelques-uns à ne pas lui pardonner⁹. » Un an plus tard, pourtant, il corrigeait en partie sa réaction : « Ni l'Algérie foulée [...] ni les victimes des justices commandées ne doivent nous cacher que cet homme brutal, ce régime sans âme sont les instruments d'une révolution nécessaire [...] ce régime est tout au plus un viager. Il ménage une transition. » Un royaliste n'était-il pas « conduit à se tourner alors vers la famille de ses rois¹⁰ » ? En même temps, son évolution apparaît dans sa critique de la politique telle qu'elle est conçue par les sciences politiques, qui se limitent « à l'interprétation des mouvements qui agitent la surface d'événements, comme si ce miroir lisse ne cachait plus rien¹¹ ». Quelques années plus tôt, après le double scrutin de 1958,

lisant les commentaires des politistes qui ramenaient le grand mouvement de bascule aux oscillations classiques du nationalisme, du boulangisme au poujadisme, il attaquait leur pensée « retardataire » : « On est confondu devant une telle indifférence aux évolutions des mœurs et des conditions. Jadis on reprochait à l'école d'Action française de trop considérer les problèmes sous l'angle politique, idéologique, de négliger les structures sociales. Mais les nouveaux maîtres à penser de la IV^e République ont-ils fait mieux ? Ils se sont contentés de juxtaposer à une science électorale close une sociologie paramarxiste, poursuivant docilement les schémas du XIX^e, sans établir de lien de méthode entre cette science électorale et cette sociologie, d'ailleurs sourde à l'observation concrète des faits¹². »

Un de ses vieux amis, François Léger, a parlé dans un livre récent, *Une jeunesse réactionnaire* (1993), de la « frénésie vitale » d'Ariès et dit qu'il n'avait jamais connu « d'être plus continûment passionné » que lui¹³. La passion apparaît dans ces articles, par la variété des sujets, par la permanence d'interrogations majeures, par son extrême curiosité aux différences, par son goût d'admirer, par son attirance pour le pamphlet, par ses défenses entières et emportées de ses « frères », même quand il désapprouve leur action. Elle sourd aussi dans ses fidélités tenaces et attendries : « Qu'avons-nous donc de commun entre toutes ces sectes où s'épuise aujourd'hui le nationalisme français ? Le principe d'autorité ? [...] Le patriotisme ? [...] La religion ? [...] La doctrine ? [...] La tradition ? [...] Et pourtant, il existe bien une fraternité secrète sous tant de discussions, malgré les insultes et les coups fourrés, malgré les petites méchancetés et les grandes différences. [...] D'où vient-elle ? Pas seulement d'une communauté de formation déjà lointaine, des souvenirs de la vieille maison où quelques-uns d'entre nous furent élevés. Mais d'une source plus profonde... [...] Les hommes qui n'ont pas fermé leur cœur aux voix de leur enfance et de leur parenté, qui les écoutent encore, souvent à leur insu à l'heure des grands choix, peuvent s'ignorer et se déchirer : ils appartiennent malgré eux à une même famille¹⁴. » « Je suis las de notre prétention à l'unité de l'opinion et de doctrine, las de notre incapacité à tirer parti de nos échecs, spectaculaires, et de nos succès clandestins

tins ou honteux. Et pourtant nous suivons, comme les grognards ! Un sentiment nous tire malgré nous de notre lassitude. Ineffable, il véhicule un sang frais qui ranime nos opinions sclérosées. Il traduit l'amour pieux des racines charnelles qui nous attachent à nos anciens, à nos pays, à nos enfances, à nos morts. Fidélité reçue en héritage, plutôt que choix individuel et délibéré, elle s'établit à la jointure du social et du biologique. Le mur est là, qui sépare nos amis de nos adversaires [...]. Nous, nous pouvons varier sur le sexe des anges, sur l'Europe, la bombe atomique, le Syllabus, Teilhard de Chardin, Dreyfus ou de Gaulle : si nous n'en avons pas toujours l'air, s'il nous arrive d'être distraits, une partie de nous-mêmes, parfois secrète, demeure attentive à l'écoute des voix qui montent des jardins de nos enfances¹⁵. »

Philippe Ariès a parlé néanmoins de la distance que sa « famille » lui témoignait : elle faisait à ses livres « un accueil très réservé et se demandait quel canard elle avait couvé¹⁶ ! ». Roger Chartier a relevé les malaises que sa famille avait montrés lors de la sortie du *Temps de l'Histoire* (1955) : elle ne comprenait pas ce que pouvait être l'histoire « existentielle », elle ne supportait pas qu'Ariès parlât avec un certain « ressentiment » de l'histoire à la Bainville et qu'il insistât trop sur la novation des historiens des *Annales*¹⁷. Vingt-cinq ans plus tard, le dossier de presse d'*Un historien du dimanche* (1980), donne une impression un peu différente : l'accueil public fut chaleureux, mais ce fut au prix de réinterprétations ou d'omissions, et, sans aucun doute, les commentaires privés prenaient un autre ton. Ariès pouvait, tout en vénérant l'homme, condamner l'an-historisme de la pensée de Maurras, sa famille entendait tout autre chose... Rendant compte d'*Un historien du dimanche* dans *Aspects de la France*, François Léger, dans un long paragraphe titré « Gratitude à Maurras », affirma que Philippe Ariès était « à sa façon profondément maurrassien » – ce que l'œuvre infirme –, et il lui reprocha – ce qui est exact – d'avoir laissé tomber ce que lui trouvait « le plus décisif » dans la pensée de Maurras : la condamnation de la démocratie. Pour réaffirmer la fidélité maurrassienne d'Ariès, François Léger notait : « Je ne crois pas avoir commis de contresens en choisissant d'illustrer le thème des fidélités de ce rare esprit. » On comprend que Philippe Ariès

se soit senti mal compris dans sa « famille », qui annexait sans précaution son œuvre : « S'il parle souvent de notre vieux maître, si, chaque fois qu'il en a l'occasion, il paie à sa mémoire un émouvant tribut de gratitude, s'il contribue certainement à dédouaner Maurras dans le monde de l'intelligentsia où il évolue, c'est qu'il sait ce qu'il lui doit et qu'avec son habituelle intrépidité il le reconnaît¹⁸. » Écrivant cela, François Léger passait sous silence « l'intense émerveillement » qu'Ariès disait avoir éprouvé en découvrant les livres de Marc Bloch, de Lucien Febvre, la collection des premières *Annales*, et, plus tard, son « excitation » en lisant *La Méditerranée* de Braudel, livre qui, l'ayant aidé à « débrouiller » ses idées « naissantes et encore confuses », l'avait « formé¹⁹ ».

La lecture du journal et des écrits de son directeur politique, Pierre Boutang, confirme que cette droite traditionnelle avait toutes les raisons de s'inquiéter de la nature de ce « canard », tant les préoccupations diffèrent, tant les divergences sont voyantes.

Le premier numéro de *La Nation française* fondé par Michel Vivier, dirigé par Pierre Boutang, sortit le 12 octobre 1955 ; l'hebdomadaire s'annonçait politique, et il l'était de la manière la plus évidente et la plus banale. Philippe Ariès y montrait déjà sa singularité : il choisit ce jour-là de parler du « mendiant napolitain », en soulignant dans ce cas l'équilibre entre les poussées du présent et les inerties du passé, problème important pour la France qui avait « complètement dépouillé l'homme ancien, ou à peu près ». Ce regard d'ethnologue était étranger à l'esprit du journal. Le premier éditorial disait qu'il s'efforcerait de résoudre chaque problème en fonction de l'intérêt national, et rappelait qu'il n'y avait rien de plus contraire à l'intérêt bien compris des Français que l'esprit démocratique. C'était la base du programme. Disant voir arriver le stade final de la « décomposition du système politique », parlant d'effets désastreux provoqués par « l'absence d'État » – en particulier, la « défaite des armes », la « sécession de l'empire » –, le journal se tournait vers la monarchie, le vide qu'elle avait laissé n'ayant jamais été comblé : une monarchie moderne était la condition de la survie de la France. Le journal n'oubliera jamais de signaler les messes pour Louis XVI, les mariages, les naissances, les morts de la famille du comte de Paris et des familles alliées.

Raoul Girardet, qui y écrivit jusqu'en 1960, sous le nom de Philippe Méry, analysant en historien l'héritage de l'Action française, a insisté sur le fait que *La Nation française* s'éloignait de l'axiome maurassien, « Politique d'abord », en cherchant les fondements nouveaux d'une civilisation à définir. Ce dépassement du « totalitarisme politique » entraînait la volonté d'abandonner l'héritage, « véritablement écrasant », des luttes et polémiques, légué par l'Action française, la volonté d'oublier l'occupation et la Libération²⁰. Dans les débuts du journal, Philippe Méry décrivait ainsi l'équipe des rédacteurs : « Certains d'entre nous ont cru à Vichy ; d'autres ont demandé à Londres ou à Alger des motifs d'espoir ou des règles d'action », il les disait débarrassés « de ces rancunes falotes et de ces ressentiments pervers que traîne encore le boueux sillage de la guerre et de l'occupation²¹ ». Les intentions n'ont pas à être mises en doute, mais le résultat n'est pas ce qui avait été voulu : le « boueux sillage » de l'occupation est fort visible, il a été entretenu. Tout est occasion de célébrer Pétain, de le statufier, qu'il s'agisse de l'annonce de messes à sa mémoire, de romans médiocres qui le mettent en scène, de Verdun... « Au nom de quoi prétendraient-ils disposer de la gloire d'un vieux soldat, que l'on aurait dû saluer hier, et que je saluerai, moi, jusqu'à mon dernier souffle ? », écrit Michel de Saint-Pierre, en déclinant ses titres : combattant volontaire de la guerre de 1939-1940, rosette de la Résistance, croix de guerre avec étoile d'or pour faits de Résistance, qu'il offre « publiquement » « en hommage très respectueux à la mémoire de Monsieur le maréchal Pétain, vainqueur de Verdun²² ». Le moindre livre qui parle du Maréchal est encensé, le rôle du Maréchal glorifié, et le régime de Vichy passionnément défendu²³. Maurras était évidemment exalté : «...jusqu'à son dernier souffle, il est resté le combattant intraitable, le poète, le philosophe, le conseiller de l'État que nous avons eu le bonheur d'approcher et de servir », écrit Pierre Varillon qui avait appartenu à la rédaction de *L'Action française* d'avant-guerre²⁴. A ce Panthéon, la famille ajoutait Drieu, Brasillach...

Philippe Ariès insista plus tard sur ce qui lui semblait l'originalité du journal : comprendre le changement, réfléchir, hors de tout parti pris, de tout conformisme. « La Nation française, au lieu

d'être un refuge d'assiégés, est devenue tout de suite un lieu de rencontre d'hommes venus d'horizons divers, déçus par la droite et par la gauche, attirés, je pense, par notre intolérance aux conformismes, ceux de la tradition comme ceux de la modernité, par notre curiosité passionnée du présent, qui n'effaçait jamais l'histoire, mais la rejoignait dans la continuité du temps » ; il parle « d'originaux sincères et un brin farfelus », de « rencontres pittoresques²⁵ ». Ailleurs, il a décrit la petite population « balzacienne » des visiteurs de *La Nation française* : « Ce sont, bien sûr, des marginaux. Ils survivent, avec des familles souvent nombreuses, grâce à de petits emplois qui ne les intéressent pas du tout : après le bureau, ils se hâtent de rentrer chez eux cultiver leurs passions, reconstituer quelque branche des Bourbons, [...] étudier la généalogie d'une famille [...], retrouver les liturgies disparues, faire l'histoire d'un saint, d'un héros, d'une région, de préférence liés à un passé contre-révolutionnaire, féodal, royaliste²⁶... » Hommes venus d'horizons divers à *La Nation française* ? La seule présence étonnante est celle du poète Armand Robin : il venait de loin, ancien communiste, libertaire, ennemi de tout « chauvinisme » – et donc de tout nationalisme –, il apportait là une sensibilité différente, mais sa contribution a été rare et était isolée²⁷. Comprendre le changement, refuser les conformismes, observer passionnément le présent dans la continuité du temps ? Les articles d'Ariès dévoilent que c'est lui-même (et, souvent, lui seul) qui voulait accueillir, confronter les diversités, il était toujours à l'affût des marginaux, des farfelus, des écorchés ; on le voit dans son article sur le livre de Jean Jaélic et plus encore dans son analyse attentive du Journal du jeune peintre Jean Colin d'Amiens. Son anticonformisme frappe d'autant plus que bien des signatures annoncent un conformisme sans surprise : Gustave Thibon, Lucien Gachon, Jean de La Varende, Louis Salleron, doctrinaire de la corporation, René Gillouin, « l'ami du Maréchal²⁸ »... Il y a bien un chef d'orchestre, Pierre Boutang, disciple fidèle, révérencieux, de Maurras dont il essaie de rejouer le rôle, mais l'orchestre est discordant. Sur le mode majeur, deux tons s'expriment : les réactionnaires (bien qu'Ariès aime s'appliquer ce mot, répétons que cette étiquette ne lui convient pas), effrayés par le monde moderne et plus générale-

ment par le monde, rêvant d'un ordre communautaire, hiérarchisé, immobile, l'appelant, et les révoltés (les nationalistes), changeants et fidèles, rebelles attirés par les causes perdues ; eux ne cherchent pas à convaincre, ils parlent pour eux-mêmes, remuent leurs insatisfactions, leurs obsessions, leurs nostalgies. La contradiction du journal est évidente : ayant annoncé le dialogue, la réconciliation, le journal est inexorablement marqué, conduit par les choix antérieurs de l'Action française ; vouloir être héritier de Maurras, même décanté, expurgé, rénové, c'est accepter ses choix, ses conduites sous l'occupation, c'est accepter l'État de Vichy ; *La Nation française* le voit comme réforme positive des institutions politiques, même si elle fut « malheureuse ». Le 18 juin 1958, l'éditorial intègre l'Appel du 18 juin 1940 à l'Histoire : il l'approuve, car il refusait la défaite, mais il le critique, car il a échoué, fut inaccompli : « Une logique implacable conduisit à en camoufler, puis à restaurer, les causes parlementaires et démocratiques. » La révolution nationale est approuvée, mais elle est aussi jugée décevante : « La présence de l'ennemi, et parfois l'acceptation de cette défaite, déshonorèrent pratiquement les efforts généreux, et même des prouesses accomplies pour le bien commun. » Ce jugement qui se veut équilibré penche, un peu, vers la révolution nationale : efforts généreux, prouesses, bien commun... On vient d'indiquer les deux filons principaux de sensibilité, mais chacun connaît de multiples nuances : quels sont les points communs entre les apophtegmes sentencieux et souvent obscurs de Pierre Boutang, certains grincements qui se veulent drôles de Jacques Perret, les désespérances et les railleries mordantes de Philippe Méry, les leçons moralisantes de Gustave Thibon, les effrois et les certitudes de François Léger, les goûts étroits et partisans de Michel Vivier et les observations souvent si fines de Philippe Ariès, ses curiosités sans limites ? Philippe Méry en avait donné la clé, en 1958 : se moquant de l'historien qui, un jour, consacrerait à *La Nation française* un travail érudit et qui verrait sans nul doute des « liens puissants » entre ce mouvement et le grand capital, il ajoutait : « Il y aura pourtant quelque chose qu'il ne saura jamais et qui est pourtant l'essentiel : *La Nation française*, c'est une bande, une bande de copains, une bande de Sioux, une société secrète dont personne ne connaîtra

jamais les vrais mots de passe²⁹. » Sans cet avertissement ou ce défi, on avait vu presque immédiatement le poids de la fidélité, de l'amitié de la bande, de la secte, comme dira souvent, plus tard, Philippe Ariès. Pour comprendre, malgré les discordances, l'entêtement d'Ariès à se cramponner aux fidélités – il découvrira avec stupeur et avec peine, les haines familiales, pendant la guerre d'Algérie –, il faut lire les comptes rendus des dîners, des rencontres du journal, de la bande : ils répètent les mêmes stéréotypes et les mêmes « vérités » ; ils nous font retrouver le climat sentimental de la famille, ses routines et ses fièvres, ils mettent en évidence l'alternance des moments ordinaires de camaraderie – sorte de forteresse où la famille se referme sur elle-même face à un monde qu'elle juge hostile et catastrophique – et les moments où elle est envahie par l'Histoire – ici, la guerre d'Algérie – qui provoqua l'éclatement de la famille. Les récits des événements « familiaux » montrent les fidélités et un certain isolement d'Ariès et font comprendre ses lassitudes et son éloignement.

Tous les ans, un dîner réunissait les amis, des « maîtres », des personnalités. De banquet en banquet, l'assistance, « confiante », « chaleureuse », « fervente », « brillante », etc., est la même ; elle applaudit les mêmes orateurs qui célèbrent, encouragent, l'œuvre « généreuse », « splendide », etc., de *La Nation française*, et elle acclame le chef, Pierre Boutang, qui, toujours avec la même solennité grave, parle du « vrai » Maurras, du comte de Paris, qui voit dans toute action un point de départ, qui condamne le présent, prêche l'espoir et promet la renaissance. L'assemblée est joyeuse, en constatant le grand talent de ses porte-parole, l'esprit « libre » de son chef, et aussi parce qu'elle est sûre de sa supériorité (être la « fleur » des forces françaises, être des « cœurs bien nés »), plus sûre encore d'être efficace, d'être accueillante, d'avoir raison, etc.³⁰. C'est à un banquet, en 1958, qu'avait été lue la lettre de Philippe Méry, triste d'être absent, où il définissait donc *La Nation française* comme l'histoire d'une bande, l'histoire d'une amitié et d'une fidélité.

L'année 1959 vit le même banquet d'amitié qu'en 1956, 1957, 1958, avec les mêmes « cris de paix » : Vive la nation, vive le roi. Pourtant, ce banquet enregistrait un tournant : une certaine inquié-

tude avait surgi, le destin de l'Algérie allait se décider. Le colonel Rémy y déballa son amertume, sa « déception profonde » à l'égard de celui qu'il avait suivi vingt ans plus tôt. Gustave Thibon, dont le compte rendu vantait la chaleur, la bonté, l'indulgence, avait dit aussi sa déception. Tous les discours furent sérieux. Pierre Boutang précisa la position de *La Nation française* : accord profond avec les positions prises par le comte de Paris qui était encore plus associé aux destinées de la patrie après le « sacrifice » de son fils François – tué en Algérie. Il demandait d'attendre un peu le texte de référendum « avant de condamner à jamais » le général de Gaulle – dont tous avaient attendu « plus et mieux » –, parce que « rien n'égale en horreur la guerre civile³¹ ».

Lorsque se tint le banquet de novembre 1961, la bande avait éclaté : *L'Esprit public* avait été créé le 17 décembre 1960 par Raoul Girardet, Jean Brune, Roland Laudenbach, François Léger, entre autres. Les divergences vont se muer en haines. Philippe Ariès a dit plus tard qu'il ne pouvait les suivre, « mais je leur ai donné une fois un article pour leur manifester ma sympathie. (Il traitait de la fonction des marginaux dans la société ; Monnerot comprit l'allusion et la releva en me reprochant d'assimiler ses amis aux minorités sexuelles, aux homosexuels, etc.). J'ai été sidéré par les bouffées de haine qu'a laissé échapper cette marmite surchauffée ». Réfléchissant à cette expérience amère, il concluait : « La haine résulte, dans un milieu, non pas d'une forte opposition, mais au contraire d'une très petite différence qui n'est plus tolérée³². » Quelle était cette différence ? Tous voulaient une Algérie française. Ariès refusait « l'abandon », non parce qu'il pensait d'abord à l'intérêt de la France (serait-elle amputée ou libérée ?), mais parce qu'il était sûr que la rupture plongerait l'Algérie dans la « misère matérielle et morale » et l'éloignerait de son « progrès vers le monde universel de la civilisation moderne³³ ». Pourtant, il refusait le mythe de l'assimilation de ses amis ultras et il n'avait pas de solution à proposer. Très réservé sur la légèreté, les erreurs, les excès de ses frères « réprouvés », il en prit la défense avec violence. Ému par les soldats perdus, il l'était plus encore par les Français d'Algérie. Refusant de garder ses distances, et tout autant de s'embarquer dans la tragédie, il se voulut « témoin et commu-

niant » à la manière du chœur antique³⁴. Bien des articles illustrent ce choix qui n'a guère été partagé. Les événements du temps font qu'au déjeuner de novembre 1961 l'Algérie fut le thème majeur. Le journal signale qu'une partie de l'auditoire interpréta mal les propos d'Ariès tant sa manière de s'exprimer était « particulièrement humoristique » ; la partie qui est rapportée ne vise que l'Armée et on ne peut la dire humoristique. Ariès rappelait la mission première de l'Armée : « Avant tout, éviter que le fossé creusé entre la métropole et l'Algérie ne s'élargisse. » L'Armée devait « défendre jusqu'au bout ceux qui sont traqués par une police impie », mais aussi « crier casse-cou » aux hommes poursuivis, qui s'égarèrent. Enfin et plus encore, il pensait que l'Armée devait faire comprendre à la masse des Français « la valeur exacte de ces sortes de chevaliers d'aujourd'hui ». Il insistait : « Ce n'est pas pour des puits de pétrole ni pour des intérêts économiques qu'ils ont pris des positions avancées mais par une sorte de rêve d'aventure humaine. » L'Armée, il faut le souligner, est l'objet d'une des fidélités de Philippe Ariès. Ce jour-là, Pierre Boutang avait clôturé le banquet par un discours qui, certes, répétait « l'espoir, c'est le prince », mais qui affichait du désarroi : des amis avaient abandonné la maison, et « l'angoisse, la prudence et l'espérance méthodique » succédaient à l'espérance de 1958³⁵. Le banquet avait perdu sa gaieté, la bande était plus que divisée, elle était en guerre. Vingt ans plus tard, Philippe Ariès citait un entrefilet qu'il avait découpé dans *L'Esprit public* ; aux vœux que *La Nation française* lui avait adressés, le nouveau journal avait répondu : « Ce journal nous souhaite longue vie, je lui souhaite de disparaître, le plus tôt sera le mieux [...]. » Qu'Ariès ait rappelé cela dans *Un historien du dimanche* montre la blessure profonde que lui avait faite cette haine, balayant brutalement tant d'années d'amitié, de fraternité³⁶.

Ce qui frappe dans les comptes rendus des banquets, bien plus que les « idées » (Vive le roi !), c'est la gaieté, la chaleur, l'esprit fraternel. Ce sont les mêmes termes, les mêmes attitudes qu'on peut trouver dans un banquet socialiste ou dans un congrès communiste, mais chaque chapelle est sûre de trouver chez elle un climat unique, de rassembler des êtres singuliers, altruistes et supérieurs. Philippe Ariès a aimé ces réunions qui prolongeaient le

milieu « familial » et amical de sa jeunesse ; il redoutait l'âge mûr qui entraîne « l'abandon de tout un monde libre et ouvert de sentiments, de curiosités », il ne voulait pas abandonner ce monde³⁷. Ces rencontres constituaient, sans doute, « une forme morale de gaspillage ». Peu de temps après, méditant sur la passion politique qui s'était abattue sur le pays, voyant des frontières se fixer, des remparts s'élever, les camps se retrancher, Philippe Ariès écrivait : « Nous luttons pour retarder ce moment où les ruptures deviendront définitives et cruelles³⁸. » A plusieurs reprises, il reviendra sur sa désillusion devant les chapelles « aussi obstinées qu'impuissantes » où s'épuisait le nationalisme, et dira son refus d'épouser des querelles qui lui paraissaient absurdes : « Faut-il, pour rester à droite, épouser les querelles des catholiques dits aujourd'hui intégristes, partager leur méfiance systématique déformante, à l'égard des initiatives généreuses de l'Église de notre temps ? Faut-il mépriser les êtres de second ordre qui regardent la télévision ou encore lisent des livres de poche³⁹ ? » Malgré tout, il parle toujours avec émotion des fidélités. De nombreux textes expriment son besoin de fraternité, son besoin de « bande », mais il avouera avoir eu besoin d'une sociabilité plus large que celle d'un milieu trop fermé. Il était curieux de connaître « des mentalités et des genres de vie » différents des siens et il a été heureux que sa profession lui ait donné l'occasion de fréquenter des gens « venus d'ailleurs⁴⁰ ». L'ouverture de Philippe Ariès se manifeste, par exemple, dans l'hommage amical qu'il rend à Joseph Czapski, dont la vie exceptionnelle fut si tourmentée et ses drames et ses choix, tellement éloignés des valeurs du groupe de *La Nation française*⁴¹.

Dans ses articles, Ariès apparaît bien comme un « canard » singulier : par son style, vif, sans apprêt, par ses préoccupations qui, sauf sur les drames de l'Algérie, échappent au politique et par ses hérésies vis-à-vis de la plupart des credo du journal. Singulier il l'est d'abord par son ton : il lui arrive d'être hésitant, il expose des doutes, il opère des révisions : or, ses amis, porteurs de la doctrine, sont bardés de certitudes, leur assurance est emphatique et souvent même, leur ton est terriblement pompier. Bien sûr, il partage certains choix essentiels : comme eux, il aime les Princes, il suit de près la vie de l'Église, il fait part de ses réactions à la réforme litur-

gique, il attaque les courants progressistes. Pourtant, là encore, que de discordances : sa vue des rois ne coïncide pas avec le regard passéiste de la famille. Un peu plus tard, interrogé par *La Nouvelle Action française*, il critiqua sans fard la conception des historiens royalistes qui se servent de l'histoire comme « d'un manuel pour bien gouverner ». « Je trouve assez vain de vouloir prouver à tout prix que l'on était mieux gouverné sous Louis XI ou Louis XIV que sous la Troisième République⁴². » N'étant pas tourné vers le passé sur le mode de sa famille, il s'en distingue aussi en ne reprenant jamais les slogans des chapelles nationalistes : déclin de la nation, mort des civilisations, apocalypse du lendemain. Interrogé plus tard sur la mort des civilisations, il répondit nettement : « Les civilisations ne meurent pas [...] Une civilisation se transforme certes, très fortement. Et nier son changement serait une autre manière de la méconnaître et de la bloquer. Mais elle change dans une continuité absolue [...]. Je suis personnellement très sensible à cette continuité, et c'est pourquoi je ne suis pas tellement pessimiste sur l'avenir de notre civilisation [...]. Nous ne pouvons pas, au nom de la défense d'une civilisation très ancienne, nous bloquer dans une sorte de fixisme, comme si nous étions sur le rempart, assaillis par les Barbares. Nous ne devons pas chercher refuge dans une sorte d'attitude obsidionale qui dirait : la cité est menacée, il faut fermer les portes. Cette attitude est très fréquente chez les gens de droite, et je la rejette totalement, parce que je pense qu'elle est à l'opposé de la notion de civilisation, et même de tradition : une tradition ne s'arrête jamais⁴³. » Il faut remarquer : « Je ne suis pas tellement pessimiste sur l'avenir de notre civilisation. » Sa « famille » a toujours été parcourue de grands frissons de pessimisme, d'amertume, d'anxiété, alternant des hurlements imprécateurs, des cris d'effroi, des jugements emplis de dégoût. Sa vitalité intellectuelle implique le contraire de ces attitudes. Attaché à la famille nationaliste, Ariès dira aussi sans hésiter : « Je me sens assez européen, mais pas au sens restreint de la Communauté européenne. [...] Pour moi, l'Europe est d'abord une culture, la culture occidentale latine où je classerais aussi bien les Anglais [...]. Il y a donc une civilisation occidentale. Elle a été transportée aux États-Unis. L'Occident se continue en Amérique. C'est un rejeton et il

est absurde d'exclure l'Amérique de la civilisation occidentale⁴⁴. » Étrange « canard » donc, un nationaliste qui se dit européen et ne croit pas à la mort des civilisations... Il diffère aussi de l'état d'esprit du journal par son adaptation au monde tel qu'il est. Par exemple, il accepte, à la fin des années 1950, que l'homme trouve des moyens d'évasion dans l'automobile et il s'agace ouvertement de l'indignation vertueuse de ses amis contre l'automobile et de leur refus hautain de l'appétit général de bien-être. Il s'intéresse à la marginalité, à l'inadaptation, il réfléchit sur la séparation précoce et durable des jeunes des adultes, sur la solitude, sur l'ennui, sur l'idée de bonheur..., thèmes alors peu « politiques ». Il se distingue aussi par ses lectures hétéroclites : certes, il loue avec zèle les productions de la famille, mais il apprécie et utilise des auteurs fort éloignés de la pensée maison, la *Critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre (1958 et 1961), *L'Idée du bonheur* de Robert Mauzi (1960), *Metablica ou la psychologie historique* de Jan-Hendrick Van Den Berg (1962).

Il y a encore une autre dissemblance et elle est éclatante : il est quelqu'un dont les idées changent. Il est facile de rencontrer des membres de la famille qui pensent et répètent les discours furi-bonds qu'ils tenaient il y a quarante, cinquante ou soixante ans. Ariès, lui, n'a cessé d'évoluer : pendant la guerre d'Algérie, il découvre la justice et le monde des prisons, alors il rectifie avec ardeur ses vues. Lisant dans *L'Aurore* un article critiquant la justice qui ne frapperait pas assez les jeunes délinquants, il se met en colère et s'explique : « Ses méchants propos me font aussi rougir au souvenir d'un temps où il nous arrivait d'affecter cette dureté, où la compassion pour les condamnés nous semblait faiblesse romantique, défaillance tolstoïenne de la sensibilité⁴⁵. » Un an auparavant, réfléchissant à la justice et saluant la réédition du livre de M^e Naud, *Tu ne tueras point*, qu'il jugeait « bouleversant », il s'était tourné vers le cri isolé, prophétique de Brueghel qui avait dessiné une allégorie de la justice : « A l'horizon les gibets chargés de pendus, aux premiers plans, un échantillonnage de tortures. Bourreaux et victimes remplissent l'espace. Où sont donc les juges ? On les découvre, si on cherche bien, hors des zones fortes de la composition, petit groupe lointain, indifférents aux grimaces

de la violence et de la douleur, qu'ils n'aperçoivent même pas [...] Mais que Brueghel reproche-t-il donc à ses juges ? D'être des étrangers sans regard au milieu des maux qu'ils ont provoqués. » Ariès s'indignait contre lui-même qui avait découvert, bien tard, ces étrangers sans regard et il en grinçait : « Vous vous étonnez peut-être : il n'est pas habituel, dans notre famille spirituelle, de réserver beaucoup de sollicitude aux criminels, aux délinquants... » « Hommes sans regard ? Mais nous-mêmes, *hier*, reconnaissons-le, quand nous ne soupçonnions pas encore que les nôtres [...] connaîtraient un jour la nuit des prisons, l'attente de la mort, l'espoir de la grâce, le lent épuisement ? Rappelez-vous, nous affections aussi [...] de dédaigner les tentations de la faiblesse, nous moquions les romantiques, les tolstoïens, les décadents qui s'apitoyaient sur le sort des criminels ! [...] Dans ce monde annoncé par Kafka, les prisons ne sont plus défense de la société ni exclusion hors d'elle. Aux limites désormais incertaines à nos yeux du bien et du mal, elles deviennent des institutions de formation et de passage, ou de déformation et de pourrissement, au cœur de la société, et non plus à ses portes⁴⁶. » Les réflexions d'Ariès sur la justice témoignent de sa liberté : sa famille appelle fidélité ce qui est fixité. Lui avait, comme l'écrira fort bien Michel Foucault lors de sa mort, une « fidélité inventive » : il savait « élaborer ses fidélités, réfléchir autrement ses choix permanents et s'efforcer, dans une ténacité studieuse, de se changer lui-même par souci de vérité⁴⁷ ».

On vient d'insister sur la singularité de cet « honnête homme », dans un journal situé à l'extrême droite, dont pourtant il se réclamait. Rappelons qu'en 1978 Ariès a dit : « Je ne suis plus du tout gêné par une ancienne politisation que j'ai évacuée complètement⁴⁸. » Il faut, même si cette revendication étonne ou amuse ou irrite, l'entendre se présentant peu après comme « un vrai réactionnaire⁴⁹ ». Rappelons le sens qu'il donne à réactionnaire : « Le fait d'être attaché au passé ne veut pas du tout dire qu'on l'immobilise – on ne peut pas l'immobiliser. Cela veut dire, au contraire, que l'on est sensible au mouvement dans le temps, dans l'histoire [...]. Le fait d'être ce que j'appelle "réactionnaire", veut dire préférer la continuité, admettre que les choses du passé valent qu'on les observe, qu'on les étudie, qu'on les connaisse, même qu'on les

aime, parce qu'elles ont une sagesse. Je ne prétends pas du tout que notre présent n'ait pas aussi sa sagesse, mais celle-ci est unique, alors qu'il faut plusieurs sagesse pour faire un homme sage⁵⁰. » Son intérêt émerveillé pour le « mendiant napolitain » – dans le sud de l'Italie, écrit-il en 1955, « la mendicité a conservé sa valeur : elle n'humilie pas » –, ou pour le cinéma italien qui a réveillé le charme des « choses familières », la rue, le voisinage, les gestes de chaque jour – il admire Fellini –, font partie de sa définition du réactionnaire. Il désire l'osmose entre le passé et le présent. Tout au long de sa vie, il a répété avec force qu'il refusait la table rase, toute tentative du hiatus.

On peut donc lire l'ensemble de ces textes, non pas seulement comme le Journal d'un « honnête homme » parlant de la vie quotidienne, mais comme l'esquisse d'un homme de la droite traditionnelle. « Les niais s'imaginent, a écrit Proust, dans *Le Côté de Guermantes*, que les grosses dimensions des phénomènes sociaux sont une excellente occasion de pénétrer plus avant dans l'âme humaine ; ils devraient au contraire comprendre que c'est en descendant en profondeur dans une individualité qu'ils auraient chance de comprendre ces phénomènes. » Comprendre une individualité qui tient à se définir comme « réactionnaire » permet d'approcher la réalité de cette droite. Résumons les choix politiques d'Ariès, qui, à soixante ans, rejetait la politique, en expliquant que l'histoire vous dégrasse de la politique. Laissons son enfance, sa jeunesse royaliste dont il a plusieurs fois joliment parlé⁵¹, et voyons les positions prises dans son aventure à *La Nation française* qui commence en 1955 ; il a alors quarante et un ans. Il est donc attaché, profondément, à la monarchie et on en trouvera de nombreuses expressions dans ce recueil. Catholique, il est exaspéré par la gauche « progressiste » de l'Église qui, les yeux fermés, reprend les termes du marxisme, croit au « sens de l'histoire ». L'intelligentsia catholique pense qu'il faut suivre le sens de l'histoire, sous peine d'être abandonné, comme un déchet, dit-il ; il combat avec détermination cette idée dont le succès lui semble monstrueux. Vatican II l'inquiète ; en 1965, il dit très haut son attachement au chant grégorien, au latin, tout en refusant d'utiliser celui-ci comme arme dans le combat entre progressistes et inté-

gristes. Il estime nécessaire l'introduction du français dans la messe, mais il s'insurge contre les impropriétés de la traduction, contre les formules de piété banale à la place de la « belle simplicité » du latin, contre le « tu » remplaçant le « vous » dans les adresses à Dieu, contre des corrections « provocantes »⁵². Quinze ans plus tard, il proclamera son intolérance à la nouvelle liturgie : « J'ai tout fait pour la supporter. J'ai mis des boules *quies* dans mes oreilles que j'enfonçais ou décollais selon l'intensité des agressions », puis il s'était replié sur les messes de France-Culture⁵³. Les batailles qu'il menait visaient seulement les traductions françaises de l'Ordinaire de la Messe, car, écrivait-il, on peut « appartenir à l'Église des saints [...] et oublier le Syllabus, suivre le Père Teilhard, admettre l'évolution, contrôler les naissances, croire aux prêtres-ouvriers, ou même faire un bout de chemin avec les communistes » ; tout cela restait pour lui à la surface du phénomène religieux, mais il était « remué » par les mots, les simples mots de la messe ou des prières traditionnelles⁵⁴. Catholique réactionnaire comme il l'a écrit, il est pourtant un catholique réceptif et il adopte une attitude rare : l'autocritique suit la critique. Il voit une Église déchirée : « Chaque défilé cache un catholique qui attend un autre catholique pour l'assommer, c'est-à-dire l'anathémiser (fraternellement) ou le dénoncer (pour son bien) à ses supérieurs, ou le livrer (pieusement) au bras séculier. » Il ne fait pas son autocritique sur le dos des autres – quoiqu'il attaque volontiers *Témoignage chrétien* : « Nous, catholiques traditionalistes, nous avons plus repoussé et condamné qu'accueilli, aimé et convaincu⁵⁵. »

Parmi les choix forts de Philippe Ariès, on a indiqué son attachement à l'Armée. Il n'a pas voulu, pendant les premières années de la guerre d'Algérie, entendre ce qui était dit des tortures, des abus des militaires, et il l'a reconnu, au début de 1962. « Je pensais avec raison que la répression des rebelles était légitime : la justice exigeait que nous protégions nos soldats contre les coups d'une propagande favorable à leur ennemi. [...] J'avais donc tendance à nier les actes d'arbitraire ou de torture, exploités par cette propagande. Le jour où il ne fut plus possible de les nier, je cherchai à les excuser. La question ne se pose plus pour moi aujourd'hui sur ce plan. [...] je vois trop où nous ont conduits des dépassements,

même exceptionnels, des seuils juridiques et moraux de notre civilisation. [...] Le colonel Debrosse a pu torturer à son aise à Alger parce que (entre autres raisons) on avait déjà trop pris cette habitude [...] nous devons veiller au maintien de la morale et du droit traditionnel, sans céder aux tentations de l'efficacité immédiate⁵⁶. » Plus tard, il est revenu sur sa cécité du début et s'en est expliqué : « Je gardais le souvenir de mon frère, de son culte de gentilhomme pour l'armée⁵⁷. » Par affection profonde pour son frère tué en 1945, il continuait, comme son ami Raoul Girardet, à voir l'armée comme une chevalerie d'aujourd'hui⁵⁸. Sa position sur l'Algérie, difficile à tenir, l'isolait : il croyait que la « greffe française » avait réussi, il voulait garder l'Algérie pas du tout pour on ne sait quelles raisons économiques, démographiques, mais pour le bien de l'Algérie, car son détachement de la France serait sa régression, on l'a signalé. Et il va, en permanence, crier « casse-cou » à ses amis s'engageant dans toutes les aventures activistes. Par exemple, après l'échec du putsch des généraux (avril 1961), il rappelle : « J'ai à plusieurs reprises témoigné dans ce journal de la réserve, de l'inquiétude que m'inspirait la passion aveugle de ces patriotes égarés. Nous avons tout fait pour les détourner de desseins aussi périlleux qu'absurdes. » Il comprend et même approuve l'État d'avoir su se défendre, droit que « la faiblesse des régimes antérieurs avait laissé prescrire » et dont il a usé « avec une détermination digne de respect⁵⁹ », mais il va se lancer dans une défense véhémement de tous ces « réprouvés », les transformant en victimes, y compris par exemple le lieutenant Degueldre, chef des commandos « Delta ». Il condamne, répétitivement, l'esprit de l'action gouvernementale face aux crimes politiques ; il le décrit comme « un esprit formel et cruel d'exemplarité primitive, d'extermination et de punition sommaire, contraire aux tendances du droit moderne, mais plus encore au sentiment de la justice », il trouve les peines « distribuées à la hâte par les juges d'exception », « démesurées⁶⁰ ». Pleinement à l'unisson de sa famille spirituelle quand il défend les « réprouvés », il devient singulier quand il trouve un ton ému, lyrique pour saluer la « solitude » et la « grandeur » des Français d'Algérie : « Il nous appartient, aujourd'hui, de célébrer très haut dans le désert la farouche grandeur des Français d'Algérie, maudits par leurs frères,

obstinés dans leur refus⁶¹. » « Il n'est pas possible que, tôt ou tard, cette solitude pathétique ne vienne à bout de l'insensibilité moderne. Nous voudrions que ce ne soit pas trop tard⁶². » « Je [...] reproche moins [au général de Gaulle] l'indépendance de l'Algérie que la honte, le sang qui en furent le prix, les corps torturés des dix mille harkis, les cités blanches investies et occupées comme des villes ennemies, les hommes hier poussés au désespoir et à des crimes par la menace du déracinement, et aujourd'hui traqués, humiliés, emprisonnés, condamnés. Jamais Charles de Gaulle n'a laissé tomber un mot de tendresse ou de pitié pour ce peuple arraché cependant à ses sources⁶³. » « Aucune grande voix ne s'est élevée en leur faveur : pas de Michelet ni de Lamennais ni de Proudhon. Peut-être Camus, s'il avait vécu⁶⁴ ? » Ces textes pathétiques renvoient aux indifférences et aux mépris de cette époque à l'égard des Français d'Algérie.

Philippe Ariès a dit que les frontières politiques étaient moins cassantes à la Libération, lors de l'épuration, que pendant la guerre d'Algérie, affirmation qui peut étonner. Pourtant, se replonger aujourd'hui dans la presse de l'époque permet de prendre la mesure de cette cassure : en 1961-1962, la gauche extrême voit dans le général de Gaulle un complice de l'OAS, le « fourrier du fascisme ». *La Nation française* ne trouve pas de mots assez cinglants, assez durs, pour fustiger le général de Gaulle, homme insensible, bourreau, tout entier défini par ses reniements, ses ruses, ses ressentiments, ses cruautés, etc. « Celui qui n'a jamais le temps de faire grâce », titre un jour Ariès⁶⁵. Il a rapporté, on l'a signalé, sa stupeur devant les bouffées de haine qui s'échappaient de la bande. Mais les haines n'étaient pas seulement « familiales », elles visaient le chef de l'État. L'état d'esprit de cette droite traditionnelle inquiétait Joseph Czapski : Philippe Ariès a publié dans ses entretiens une longue lettre où son ami, relevant « l'esprit préconçu » dans *L'Express* et « à un certain point dans *Le Monde* », lui disait que cet état d'esprit était « criant » à *La Nation française*. « J'ai, par moments, le sentiment que cette droite française, à grands renforts d'admirables souvenirs historiques, vit calfeutrée dans un monde fermé, en dehors du monde, et que c'est elle qui mène la France au désastre⁶⁶. » Que Philippe Ariès, dont Joseph

Czapski saluait la probité, n'ait pas vu tout le contenu et la portée du journal éclair ce qu'est l'engagement politique.

Les positions de Philippe Ariès sur l'Algérie et sur les condamnations frappant les activistes ne suffisent pas à expliquer la ténacité de son antigaulisme. En 1964, par « humeur » et par « tactique, » il avait aidé « sans remords » au triomphe d'un candidat communiste sur son rival UNR, mais, commentait-il, « cela n'est pas sérieux⁶⁷ ». Au-delà de l'issue de l'affaire algérienne, une part importante de son hostilité s'enracine dans l'idée qu'il se fait de la tradition et de la modernité : il faut changer dans la continuité, ajouter, ne rien effacer. Le national-progressisme du gaullo-pompidolisme, pour reprendre ses termes, l'a effrayé pour des raisons qui, *a posteriori*, apparaissent clairement : Michel Debré et plus encore Georges Pompidou voulaient refaire de la France une grande puissance, l'amener au rang de grand État industriel ; il fallait pour cela, pensaient-ils, bousculer une société qu'ils estimaient stagnante et délabrée. Un moment, pendant les années 1963-1968, la civilisation « technicienne » semblait triompher et séduire. Ariès n'en a jamais nié ou même sous-estimé les gains. Résigné devant la perte de l'ancienne civilisation « de nature », il voyait sa génération adhérer à ce mouvement, à ces innovations : « Chez les hommes et les femmes de mon âge, il y avait plutôt une grande satisfaction de voir qu'enfin, on s'était débarrassé de ces vieilleries et qu'on accédait à une culture, riche, puissante. » Il a dit, en 1975 – ce jugement me semble excessif par son caractère général – que la droite gaulliste ne se sentait plus, aujourd'hui, « aucune solidarité avec le passé ni avec l'histoire⁶⁸ ». Un des paradoxes de l'ère gaullienne, et sans doute sa vulnérabilité, tiennent au couple de Gaulle-Pompidou : on ne pouvait être plus profondément attaché au passé, à l'Histoire, que le général de Gaulle. Et Georges Pompidou tourné vers le moderne, l'avenir, était superbement indifférent au patrimoine, au passé, concevant la modernité comme « le passage d'un fleuve à l'autre⁶⁹ ». Les attaques de Philippe Ariès contre les « méthodes du pouvoir », contre l'insensibilité des technocrates, des énarques, dont l'arrivée en force dans la politique l'inquiète, éclairent son antigaulisme. En janvier 1960, lors de la Semaine des barricades, il s'étonna du discours de Paul Delouvrier, délégué

général du gouvernement en Algérie, qui témoignait d'une « émotion jaillie du fond de l'être ». « Je ne sais rien de M. Delouvrier, mais j'imagine que ce haut fonctionnaire devait être semblable aux autres techniciens et organisateurs du régime (et de la société) [...]; c'est d'ailleurs au nom de l'objectivité efficace qu'il avait été envoyé en Algérie pour contrôler l'Armée et réaliser le Plan de Constantine. Mais l'Algérie n'est pas comme nos cités surpeuplées, une terre de moyenne et d'anonymat. L'antique sociabilité méditerranéenne agit comme un sortilège sur les hommes de l'âge de l'organisation [...] dans cette guerre de violences à petite échelle, l'administration ne peut maintenir les distances hautaines de l'objectivité. Alors le sang chaud a monté dans des veines qu'on voulait glacées, et l'organisateur inaltérable a lancé sur les ondes une belle lamentation à la manière du chœur antique [...] ». C'est là un des faits qui obsède Philippe Ariès : l'apparition, et le triomphe qu'il perçut comme étant nécessairement un échec, de « cette caste qui contrôle à la fois les grands corps de l'État et les grandes entreprises, et qui s'insinue désormais dans les conseils de gouvernement, à la place de l'ancien personnel parlementaire ». Les technocrates, écrit-il, croient à l'objectivité : « Ils n'atteignent cette objectivité qu'en maintenant une distance entre eux et le tumulte des passions humaines. L'expérience concrète leur répugne ; ce sont des hommes de cabinet, et l'énorme travail qui les accable les dispense en toute conscience d'un effort de compréhension, d'une démarche auprès des autres [...]. Leur activité est rongée par les commissions, les visites, les conversations, mais avec leurs proches, leurs pairs, leurs collègues. Jamais une fenêtre ouverte sur un monde pathétique⁷⁰. » Sévère pour la classe technocratique, Ariès en parlait aussi avec ironie ; il décrit ces hauts fonctionnaires, allant à la messe à Saint-Honoré, quand ce n'est pas à Sainte-Clotilde, dont les fils sont élevés rue Franklin, à l'Ecole alsacienne ou aux Roches et qui ignorent tout de notre vie quotidienne. « Il faut leur apprendre notre temps à l'école », ils l'apprennent « dans les instituts de science politique, mais c'est le temps court des événements politiques, économiques et sociaux. Les structures, les mouvements de fonds des sensibilités et des consciences : le voyageur matinal du métro en sait plus qu'eux⁷¹. » La critique que

fait Philippe Ariès du conformisme social et professionnel des « organisateurs » est une des raisons fortes de son opposition à l'ère gaullienne, même s'il dit penser que leur insensibilité est la conséquence de l'insularité de la classe dominante et ne tient pas au régime. Il reproche à ce régime et à ses « hautes têtes pensantes » de ne pas entendre l'opinion vivante, de l'enjamber, pour promouvoir ce qu'ils pensent bon et juste.

L'enthousiasme d'Ariès et l'engagement de certains de ses amis dans les événements de Mai 1968 ne s'expliquent donc pas par un simple antigaulisme viscéral, lié à l'indépendance de l'Algérie, mais par un refus de l'accélération du rythme de la société, accélération voulue et conduite par les « organisateurs », et la tentation du hiatus. Cette attitude met au jour un caractère essentiel de l'explosion de Mai 68. Celle-ci a amalgamé dans un malentendu complet toutes les variantes de marxistes, qui recouvrirent le vacarme parce qu'ils possédaient des « doctrines », des explications toutes faites, l'habitude des « foules », et une masse de jeunes, dépourvus de « boussole », conservateurs sans le savoir, angoissés par l'accélération de l'histoire ; une partie d'entre eux fuiront, échoueront dans les communautés, le retour à la terre, l'écologie, dans la marginalité, la vie buissonnière, etc. Ce courant a été et reste difficile à saisir, car il a été masqué, manipulé par les marxismes, obsolètes et tenaces. Vingt-cinq ans plus tard, Mai 68 me paraît être largement un mouvement de jeunes attirés par les sociétés traditionnelles ou plutôt par l'idée qu'ils s'en faisaient, et effrayés par les pouvoirs forts de la modernité ; on comprend pourquoi une partie de la droite extrême s'y est reconnue.

Bien des textes d'Ariès dévoilent une sorte d'hésitation ou de contradiction : il avait souhaité un pouvoir fort, mais celui-ci lui apparaît trop étendu. Une des clés qui l'explique réside, sans doute, dans son intérêt et même sa tendresse, pour l'inadaptation. Sa présentation du roman d'Antoine Blondin, *Un singe en hiver*, qu'il trouve d'une « bouleversante poésie », débouche sur une de ses hantises, l'inadaptation, pour l'élucider et même, l'encourager. Il est souvent revenu sur la prolongation de l'adolescence et l'écart accentué entre la jeunesse et la maturité. La jeunesse est à ses yeux positive : elle est « avide de communication » alors que la maturité

est « contractée » (il exprime là une sensibilité, c'est-à-dire quelque chose qui est « indiscutable » : on peut aussi bien soutenir que la jeunesse est « contractée » et que la maturité est un épanouissement, est « avide de communication », sauf chez les êtres d'une incommensurable « bêtise », mais cette vision n'est pas plus démontrable que l'autre, toutes deux sont de l'ordre de la conviction intime). « Il est impossible de s'adapter tout à fait si on veut sauver quelque chose de la passion première qu'on a éprouvée aux jours de son enfance ou de sa jeunesse, pour l'amitié, la beauté du monde, la tendresse des hommes [...]. Quand la résistance est nulle, l'adaptation est parfaite, selon le type sentimental décrit par les courriers du cœur ou les romans des hebdomadaires féminins [...]. On conçoit qu'un garçon au cœur haut ait préféré la révolte de l'ivresse ou de l'aventure, même criminelle [...]. Nous sommes presque tous, à des degrés divers, des inadaptés, et le nombre augmentera de ceux qui s'y résigneront joyeusement ou s'en féliciteront. Le parfait adapté existe pourtant, mais il est un monstre, un monstre d'ennui⁷². » A de nombreuses reprises, il revient sur les inadaptés, sur les réfractaires. En 1961, par exemple, il commente avec émotion des notes extraites du Journal d'un jeune peintre, Jean Colin d'Amiens, mort en 1959⁷³. Affirmant qu'à la périphérie de la civilisation « de masse » ou industrielle, naissent non pas des révoltes mais des refus, il en soulignait la positivité : « Nous devons être très attentifs à ces réfractaires car ils constituent aujourd'hui les véritables élites créatrices. [...] Ces refus ne sont pas des inadaptations archaïques, survivances des états antérieurs. Ces refus individuels, solitaires, provinciaux, sont complémentaires et contemporains de la masse. » Il recopiait des lignes qui exprimaient la nature du refus de Jean Colin : « Il importe peu, écrivait celui-ci, d'avoir la réputation des hommes, de ses semblables, de gagner de l'argent pour pouvoir réaliser les joies dont on a envie, le temps passe si vite que la chose la plus importante c'est de savoir écouter et recueillir le chant de la vie. Elle parle à voix discrète et éclatante [...]. » Ariès invitait à méditer ce Journal parlant d'objets familiers, de la maladie, de l'Algérie, du 13 Mai..., et il qualifiait le refus de Jean Colin de « secret », « d'ingénu⁷⁴ ». A travers cela, on comprend les espérances et les illusions qu'il mit

en Mai 1968, y voyant non un « accident », mais « un phénomène d'une importance capitale⁷⁵ » ; il l'a ressenti comme résistance à un pouvoir fort et insensible, comme refus d'une modernité coupée du courant du temps.

On comprend aussi en voyant sa crainte d'un pouvoir étendu et son besoin de rechercher les réfractaires, combien il lui fut aisé d'aimer Michel Foucault dévoilant la mise en condition douce de la modernité. Les débats autour du mot et de la chose, modernité, ont suscité de l'ambiguïté et des erreurs. Ariès, on l'a souligné, n'a jamais voulu une société du passé, une société immobile, encore moins il n'a rêvé à la Restauration comme, il y a vingt ans, un disciple de Pierre Bourdieu le décelait : « Tout se passe comme si la Restauration était à la fois centrale dans l'histoire de Philippe Ariès et jamais constituée comme objet d'étude⁷⁶. » Cette assertion est sans aucun fondement. Ce que Philippe Ariès a répété inlassablement, c'est qu'il faut une adaptation entre le passé et le présent ; ce qu'il a craint dans l'ère gaullienne, c'est que la volonté de modernité n'oublie, et même n'efface, le passé. Son amour de l'Italie n'est pas un simple « goût », il est au centre de sa philosophie. Il n'y a pas un pays au monde, souligne-t-il en 1955, où l'Histoire se voie aussi « naïvement » mêlée à la vie quotidienne. La persistance du passé, ce n'était pas « une image perdue », une « nostalgie », mais « une infinité de faits, de choses charnelles, de gestes, de paroles, de réalités de mœurs » qui étaient en même temps actuelles et très anciennes, qui se déroulaient dans des durées différentes : reprenant ici une analyse de Carlo Lévi, Ariès soulignait qu'on ressentait rarement cette impression en France⁷⁷. Peu après, l'ère gaullienne lui sembla accélérer, et peut être rendre irrémédiable, le mouvement de la civilisation technicienne emportant tout ce qui subsistait : « L'ancienne civilisation de la nature [...] disparaissait jusque du souvenir des hommes [...]. Puis il y eut Mai 68⁷⁸. »

Comme citoyen et comme historien, Ariès est très attentif au quotidien de la réalité présente. La lecture de *Tristes Tropiques*, qu'il admire, l'amène à formuler les réflexions que, « voyageur de notre héritage », il fait sur le passé. Il ne faut ni imaginer le passé comme un âge d'or, c'était un âge de fer comme le nôtre, ni se reconstruire une mentalité d'autrefois comme si rien n'avait

changé depuis, ce qui est utopique ; il ne faut ni renoncer aux traces du passé, ni demeurer insensible aux différences qui nous séparent de ce passé⁷⁹. L'étiquette « réactionnaire » a brouillé la vue que certains lecteurs se font de l'historien ; j'évoquais tout à l'heure un article armé de la théorie de Pierre Bourdieu ; utilisant des critères sociologiques (« fraction de classe en déclin »), un déterminisme absolu, des jugements politico-moraux camouflés sous une rhétorique lourde, il transformait Ariès en un historien contre-révolutionnaire et ramenait ses belles recherches sur la mort à une « déploration ». Cette théorie, sous-produit du marxisme, isolée du réel, était déjà rigidifiée il y a vingt ans. Aujourd'hui, le monde ayant traversé des bouleversements capitaux, qui ont malmené et éclairé la mise en pratique du marxisme – et la théorie –, on peut espérer que les regards portés sur Philippe Ariès ne seront plus inquisiteurs. Il y a plus de trente ans, réfléchissant sur la rupture brutale du XIX^e siècle, l'industrialisation, le développement démographique des villes-monstres comme Paris, la séparation géographique des conditions sociales et donc l'apparition de la classe sociale, Ariès reconnaissait au marxisme qui était né comme réponse, une importance historique évidente. Alors que toutes les philosophies ne comprenaient pas ces phénomènes nouveaux, le marxisme ouvrait une méthode d'analyse, donnait une bonne explication des nouvelles structures ; il semblait jouer, écrivait Ariès, un rôle assez voisin de celui qu'avait joué au XIII^e siècle l'aristotélisme, dont le rôle était épuisé au XIX^e siècle, car la société avait changé. De même, le marxisme lui paraissait avoir à son tour épuisé son rôle, ceci dans les années 1950⁸⁰.

Philippe Ariès, toujours curieux, observe les changements. Il eut la « chance » grâce à sa marginalité – c'est-à-dire son métier – d'être sans cesse plongé dans le monde. En 1978, il répondait : « J'apprécie la liberté d'esprit que me procure le fait de ne pas être inséré dans la cuisine universitaire. De plus ma profession me met quotidiennement en contact avec les milieux sociaux les plus divers. Elle m'a procuré une expérience sociale que l'Université ne m'aurait sans doute jamais donnée. Or je crois que l'expérience sociale est aussi nécessaire à l'historien qu'une bonne formation intellectuelle⁸¹. » Ces articles d'Ariès montrent que pour saisir

quelque chose aux réalités de « la gauche » et de « la droite », pour trouver leurs fonctions profondes – ou au moins le tenter –, il faut « écouter » et analyser des trajectoires, en laissant de côté les savoirs qu'Ariès plaisantait, la science électorale rehaussée de la sociologie paramarxiste.

Ces articles pathétiques, ou drôles, ou insolites ou profonds, ou violemment injustes, ou naïfs, ou au caractère strictement paroissial, illustrent le trait que soulignait Michel Winock, il y a quinze ans : Ariès avait revendiqué « une fois pour toutes le droit à l'erreur » pour avancer dans la connaissance⁸². Ces textes-là, avec leurs intuitions, leurs « erreurs », leurs hésitations, leurs certitudes, soulèvent de vraies questions. Un jour, Philippe Ariès a dit fort simplement ce qu'est sa démarche d'historien : « Je ne peux pas m'abstraire des observations que je fais quand je sors de chez moi dans la rue. La vie de tous les jours est passionnante, et, plus elle est quotidienne, plus elle est passionnante. C'est peut-être cela qui est pour moi la manière d'entrer dans l'histoire. Je ne vous dis pas que c'est le fond. Le fond, c'est plutôt [...] le désir de retrouver un mystère central, mais on n'est jamais devant le mystère central, on est dans la rue. Alors, je me promène dans un monde qui est un monde de curiosité, excitant constamment ma curiosité, quelquefois mon émerveillement [...]. Et c'est cela qui me fait rebondir dans le passé : je ne crois pas que j'aie jamais suivi une démarche historique qui n'ait pas eu comme point de départ une question posée par le présent⁸³. »

Notes

Tous les titres suivis seulement d'une date ont été publiés dans La Nation française ; directeur politique : Pierre Boutang.

1. Philippe Ariès, « *Journal de L'Estoile* » (Paris, Gallimard, 1943), *Cahiers de la restauration nationale*, Paris, Éd. de la Nouvelle France, 1944, n°4, p. 159-175.

2. « La droite, cette inconnue », 15 janvier 1964.

3. Philippe Ariès, *Un historien du dimanche*, avec la collaboration de Michel Winock, Paris, Éd. du Seuil, 1980, p. 130.

4. *Ibid.*, p. 149-150.

5. « Quelle société ? », 11 mars 1959.

6. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 88.

7. Philippe Ariès, « Le secret » (1978), *Essais de mémoire, 1943-1983*, Paris, Éd. du Seuil, 1993, p. 32.

8. Appel aux sages, 21 mai 1958. « L'Armée française, recrutée dans le peuple français et qui combat pour nous tous – et les Français qui habitent l'Algérie et sont fidèles à la France – ont, en communauté parfaite, refusé de tout subordonner : le sacrifice consenti, l'honneur, la vie, aux combinaisons inavouables et injustifiables d'un système politique qui change le ministre de l'Algérie à la suite de tractations occultes entre clubs irresponsables, et non en vertu de nécessités du combat.

« Le grand refus d'Alger déclare au monde la vitalité de la France.

« Maintenant il y a deux solutions :

« Ou bien celle de politiciens qui, pour se cramponner, accepteraient – eux qui n'avaient jusqu'à présent à la bouche que les mots d'Europe ou de Pacte atlantique – d'être, sous prétexte de défense républicaine, les otages des communistes, et de prendre l'initiative de la guerre civile et de l'intervention étrangère ouverte ;

« Ou bien la solution de l'unité française retrouvée que symbolise à présent un nom : de Gaulle.

« Entre les manières constitutionnelles d'appeler aux affaires le général de Gaulle, les hommes, à commencer par le président de la République,

que leur place actuelle met en mesure de le faire, n'ont que l'embarras du choix.

« Nous en appelons à ce qui reste en ces hommes de raison politique et de patriotisme. Qu'ils aient recours sans délai au fédérateur nécessaire. »

Ce texte était signé par Daniel Halévy, Gabriel Marcel, Jean Paulhan, Philippe Ariès, Lucien Gachon, Pierre Boutang, Berthe Gavalda, Raoul Girardet, Jules Monnerot, Jean Monvel, Michel Vivier.

9. « Examen d'un régime », 2 janvier 1963.

10. « Le devoir des royalistes », 2 avril 1964.

11. « Fonctions profondes sous "la gauche" et "la droite" », 22 janvier 1964.

12. « Réalités sociales sous le phénomène électoral », 24 décembre 1958.

13. François Léger, *Une jeunesse réactionnaire*, Paris, Publications F.B., 1993, p. 113 et p. 114.

14. « Une fraternité secrète », 18 septembre 1963.

15. « Nos impatiences et nos fidélités », 7 octobre 1964.

16. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 119.

17. Roger Chartier, « L'amitié de l'histoire », préface à Philippe Ariès, *Le Temps de l'Histoire*, rééd., Paris, Éd. du Seuil, 1986, p. 21-22.

18. François Léger, « Les fidélités de Philippe Ariès », *Aspects de la France*, 2 octobre 1980.

19. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 78 et p. 133.

Philippe Ariès a rendu compte, avec admiration, de *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, par Fernand Braudel dans *La Table ronde*, février 1950, n° 26, p. 147-152.

20. Raoul Girardet, « L'héritage de l'"Action française" », *Revue française de science politique*, oct.-déc. 1957, p. 779.

21. Philippe Méry [Raoul Girardet], « Sur les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle », *La Nation française*, 12 novembre 1958.

22. Michel de Saint-Pierre, « Verdun sans le maréchal Pétain », *La Nation française*, 20 juin 1956.

23. Voir, par exemple, Michel Vivier, « Les jeunes proies de Peyrefitte et le héros de Pierre Benoit », *La Nation française*, 30 mai 1956 (« Sur Fabrice », de Pierre Benoit), et « A contre-courant », 23 avril 1958 (sur « Les guimbardes de Bordeaux », de Stephen Hecquet).

24. Pierre Varillon, « Les lettres de prison de Charles Maurras », *La Nation française*, 18 juin 1958.

25. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 151 et p. 152.

26. Philippe Ariès, « La nostalgie du roi » (1980), dans *Essais de mémoire*, *op. cit.*, p. 192.

27. Il serait de peu d'intérêt de reproduire ici les mauvais poèmes qu'Armand Robin donna à *La Nation française*. Il est beaucoup plus intéressant de voir les sensibilités complices que Michel Vivier évoquait lors de la sortie du livre *Poésie non traduite* (Paris, Gallimard, 1958) : « Parce que nous connaissons Armand Robin, sa gentillesse, sa malice, son amour des simples choses et des simples gens, ses chansons [...], et cette humeur libertaire qui lui fait préférer la compagnie des francs royalistes à celle des beaux esprits de la gauche dorée ou de Messieurs du *Figaro*, parce que nous aimons Robin d'amitié familière, nous avons une tendance regrettable à trouver tout naturel que ce magicien [...] nous dispense en souriant ses trésors. Or cette magie-là est la moins ordinaire, et la plus surprenante : ni noire ni blanche, mais scintillante et diaprée de toutes les couleurs du monde, française pourtant d'une manière libre et neuve, d'une manière explosive » (« Armand Robin et toutes les poésies du monde », 25 juin 1958).

28. Louis Salleron, *Un régime corporatif pour l'agriculture*, Paris, Dunod, 1943 (rééd. complétée de la thèse, de 1937).

Voir René Gillouin, *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1966. Lettre-préface du pasteur Marc Boegner

29. « La lettre de Philippe Méry », *La Nation française*, 12 novembre 1958.

30. Voir « Le congrès et le dîner de *La Nation française* », 21 mars 1956.

« Le dîner d'automne de *La Nation française* », 14 novembre 1956.

« Le deuxième banquet du journal », 27 novembre 1957.

« Le banquet des amis du journal », 12 novembre 1958.

31. « Le déjeuner annuel des amis du journal », 25 novembre 1959.

32. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 161 et 162.

Voir Philippe Ariès, « Libres débats », *L'Esprit public*, n° 22, juill.-août 1961 (Annexe II).

33. « La vraie décolonisation », 19 avril 1961.

34. « Une fidélité plus forte que le bonheur », 16 mai 1962.

35. « Le déjeuner annuel de la NF », 22 novembre 1961.

36. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 162.

37. « La solitude de l'homme moderne », 20 janvier 1960.

38. « A l'heure où les camps se retranchent », 20 décembre 1961.

39. « Nos impatiences et nos fidélités », 7 octobre 1964.

40. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 132.

41. « Sagesse de Czapski », 1^{er} mars 1961.

42. « Entretien avec Philippe Ariès », *La Nouvelle Action française*, 30 janvier 1974.

43. Philippe Ariès, « Vie et mort des civilisations », dans Christian Chabanis, *La Mort, un terme ou un commencement ?*, Paris, Fayard, 1982, p. 103-118, citations p. 104, 105-106, 106, 106-107.

44. « Une conversation avec Philippe Ariès », propos recueillis par Alison Browning, *Cadmos*, hiver 1980, p. 4-16, citation p. 4-5.

45. « Je suis un songe-creux », 4 novembre 1964.

46. « La “justice” de Brueghel », 11 décembre 1963.

47. Michel Foucault, « Le souci de la vérité », *Le Nouvel Observateur*, 17 février 1984.

48. « La singulière histoire de Philippe Ariès », propos recueillis par André Burguière, *Le Nouvel Observateur*, 20 février 1978.

49. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 202.

50. « Une conversation avec Philippe Ariès », *Cadmos*, *op. cit.*, p. 8.

51. Relire en particulier : « Un enfant découvre l'Histoire » (1946), dans *Le Temps de l'Histoire* (1954), rééd., *op. cit.*, p. 33-43.

52. « Encore la réforme liturgique », 27 janvier 1965.

53. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 195-196.

54. « Encore la réforme... », *art. cité*.

55. « Pour une meilleure intelligence entre les catholiques », 17 octobre 1962.

56. « Avouez la dictature policière ou laissez faire la justice », 31 janvier 1962.

57. *Un historien...*, *op. cit.*, p. 158.

58. « La société militaire d'aujourd'hui », 22 avril 1964. Philippe Ariès rendait compte avec admiration de *La Crise militaire française, 1945-1962*, *Aspects sociologiques et idéologiques*, sous la direction de Raoul Girardet, Paris, Armand Colin, 1964.

59. « Les réprouvés », 3 mai 1961.

60. « Celui qui n'a pas le temps de faire grâce », 25 juillet 1962.

61. « Une fidélité plus forte que le bonheur », 16 mai 1962.

62. « Ces citoyens perdus, nos frères », 4 avril 1962.

63. « Examen d'un régime », 2 janvier 1963.

64. « Une fidélité plus forte... », *art. cité*.

65. « Celui qui n'a jamais le temps... », *art. cité*.

66. « Lettre de Joseph Czapski à Philippe Ariès », *Un historien...*, *op. cit.*, p. 157-158.

67. « Le devoir des royalistes », 2 avril 1964.

68. « Confessions d'un anarchiste de droite », *Contrepoint*, 16, 1975, p. 89.

69. Les critiques impitoyables de deux observateurs aussi différents politiquement que Louis Chevalier et André Fermigier, et aussi attachés

l'un que l'autre au patrimoine, éclairent un des caractères du « gaullio-pompidolisme », l'urbanisme étant un des terrains, voyants, de la modernité. Voir Louis Chevalier, *L'Assassinat de Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; André Fermigier, *La Bataille de Paris*, Paris, Gallimard, 1991.

70. « L'échec des "organisateurs" devant les troubles de notre temps », 10 février 1960.

71. « Piété envers un mort », 12 septembre 1962.

72. « La solitude de l'homme moderne », 20 janvier 1960.

73. *Jean Colin d'Amiens*, présentations de Jacques Desbrière et Joseph Czapski, Paris, Librairie de Marignan, 1961 (extraits du Journal – catalogue des tableaux). Le *Journal* a été publié en 1968 aux Éditions du Seuil.

74. « Dans le Journal du peintre Jean Colin, un regard très pur sur les événements d'Algérie », 21 juin 1961.

75. « Confessions d'un anarchiste de droite », *art. cité*, p. 9.

76. Jean-Claude Chamboredon, « La restauration de la mort. Objets scientifiques et phantasmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1976, p. 78-87.

77. « La vie quotidienne du présent », 26 octobre 1955.

78. « Confessions d'un anarchiste de droite », *art. cité*, p. 96.

79. « Histoire et tradition », 18 janvier 1958.

80. « Quelle société ? », 11 mars 1959.

81. « La singulière histoire de Philippe Ariès », *art. cité*.

82. Michel Winock, Préface à *Un historien du dimanche*, *op. cit.*, p. 10.

83. « La singulière histoire... », *art. cité*.

1. Le mendiant napolitain *

Dans les civilisations traditionnelles, avant la révolution industrielle, le mendiant tenait le rôle d'un personnage parfois sacré, toujours nécessaire. Un livre de Fourcassié sur Toulouse, au début du XIX^e siècle – à la charnière des mondes ancien et moderne –, analyse le conflit qui opposa une municipalité libérale – et moderne – à une grande bourgeoisie traditionnelle, à propos de la mendicité. La municipalité voulait interdire la mendicité dans la ville. Mais les propriétaires des hôtels aristocratiques ou bourgeois avaient l'habitude de distribuer l'aumône régulièrement à tous ceux qui se présentaient ; et ils tenaient à cette coutume qu'ils considéraient comme un privilège ! Nous savons qu'ils furent vaincus.

La société moderne a chassé le mendiant des rues, non seulement par la force, mais par la persuasion : l'idée de dignité humaine. Elle n'a pas éliminé la misère, il s'en faut ! mais seulement la mendicité, le geste de tendre la main dans la rue, qui est devenu, à Paris ou à Londres, sinon tout à fait exceptionnel, du moins honteux.

Or le fait est remarquable, en Italie et surtout dans le Sud, la mendicité a conservé sa valeur : elle n'humilie pas. Je ne parle pas de l'exploitation du touriste dans les sites spécialisés : c'est une forme particulière du commerce ! mais dans la rue napolitaine, par exemple. Celui qui tend la main n'est pas un truand échappé d'une cour des miracles : il est souvent propre et son linge, déchiré ou rapiécé, reste net. Ce n'est pas encore, à Naples, la mendicité des médinas d'Afrique du Nord, une mendicité proprement médiévale. Avec un peu d'attention, on s'aperçoit que la mendicité napolitaine est spécialisée : il est rare qu'un garçon de plus de 16 à 18 ans nous

* L'astérisque signale que l'article fait l'objet de notes.

accroche au passage, même si son apparence est misérable. Parce qu'il a honte : en fait ou en imagination, il va au cinéma, bricole une Lambretta, discute politique : c'est un homme moderne. Les mendiants se recrutent parmi les enfants, les jeunes et les moines – les moines mendiants, bien entendu, mais, en France, il y a longtemps que les Franciscains ne mendient plus ! Enfants, femmes, moines qui ne paraissent pas le moins du monde humiliés par leur geste, pas non plus très frappés de votre refus – ou de votre générosité : ils reviennent ensuite à leurs jeux, à leurs travaux, à leurs prières. Mais le jeune homme qui ne mendie pas lui-même n'a pas honte, ni pour son petit frère, car il a agi ainsi lui-même l'an passé, ni pour sa femme, ni pour le padre.

Le cas me paraît exemplaire de cet équilibre entre les poussées du présent et les inerties du passé, notre grand problème. En France, nous avons complètement dépouillé l'homme ancien, ou à peu près. Dans les pays d'Islam, l'homme du passé demeure intact, mais inviable, et il s'apprête à sauter par-dessus les siècles, pour adopter un modernisme marxiste. Reste à savoir si ce n'est pas en Italie que se constitue, dans la vie quotidienne, une adaptation entre ce passé et ce présent qui nous apparaissent trop souvent à tort comme ennemis. Tout n'est pas dit encore, parce que le communisme peut exploiter la misère, et le retard économique. Mais, dans le monde, les pays demeurés à l'écart des grandes révolutions industrielles des XIX^e-XX^e siècles apparaîtront peut-être un jour comme des oasis – en particulier pour l'industrie et les formes les plus avancées d'économie, parce qu'elles auront sauvé certaines valeurs humaines.

La Nation française, 12 octobre 1955.

2. Les salaires et la paix sociale

A l'égard des conflits sociaux, des problèmes du travail, il existe en France deux positions, ou plutôt deux manières de réagir. Les uns, et ce sont surtout les syndicalistes, à quelque centrale qu'ils appartiennent, ne voient de remède que dans l'augmentation générale et continue des salaires, étant entendu que le patronat s'y opposera toujours par sa nature à moins qu'il n'y soit contraint par la force.

Les autres, et ce sont certains patrons, des esprits indépendants, ou quelques intellectuels, pensent que la course des salaires et des prix ne résout rien, et qu'il faut chercher ailleurs les conditions de l'harmonie d'entreprise, sous ses formes les plus diverses, encore à l'étude : participation aux bénéfices, responsabilité dans les progrès de la gestion et du commandement, intégration du travailleur dans l'entreprise, etc.; recherches qui succèdent aujourd'hui aux idées, sans prise sur la réalité moderne d'un certain corporatisme et conservent la meilleure part de son esprit.

Or ces deux positions, dans le climat actuel, sont à peu près inconciliables. Le patron s'oppose aux politiques syndicalistes d'augmentation systématique, parce que, sauf dans des cas assez rares, de pleine expansion, il décèle une menace dans le fragile équilibre des prix. L'ouvrier, tout au moins le militant, répugne aux tentatives de réformes de l'entreprise et à la tendance qu'elles manifestent, parce qu'il suspecte une manœuvre du patronat, une manière hypocrite d'escamoter le problème des salaires et de les maintenir à leur bas niveau français.

Chacun de ces deux refus contient sa part de vérité. Ce serait le rôle des assemblées et des intellectuels indépendants d'analyser ces problèmes et de présenter des suggestions dont ils ne pourraient

soupçonner l'impartialité. Mais le même climat passionnel qui interdit assez naturellement à deux antagonistes de dépouiller leur méfiance réciproque, a envahi non seulement les assemblées politiques, mais jusqu'aux cercles d'intellectuels. Les uns et les autres perpétuent un dialogue de sourds.

Existe-t-il un moyen d'en sortir ? A nous, dans ces colonnes, d'essayer des idées qui auront au moins la qualité de l'indépendance, car elles ne devront rien, ni à des formules périmées, mal adaptées aux conditions présentes de la vie, ni aux préjugés modernistes, comme les thèses pourtant bien vieillottes du syndicalisme français contemporain ! On ne s'attendra pas à trouver ici des solutions définitives, des théories bonnes à tout faire. Mais nous voudrions chercher et indiquer des orientations qui, si elles étaient suivies, pourraient peut-être nous aider tous à vivre une vie plus humaine, parce que plus fraternelle.

La Nation française, 19 octobre 1955.

3. La vie quotidienne du présent

Aujourd'hui, l'idée hégélienne de l'Histoire, d'un mouvement irrévocable qui entraîne le monde dans un sens privilégié, s'est imposée au-delà des cercles marxistes. Elle a envahi l'intelligentsia catholique, elle appartient désormais, avec la psychanalyse, au bagage des notions communes : on pense qu'il faut être dans l'Histoire, suivre le sens de l'Histoire sous peine d'être abandonné comme un déchet de l'évolution. Cette croyance s'est substituée aux idées de liberté, d'égalité, et est demeurée le fondement de nos opinions politiques. Il ne suffit pas de la combattre, encore faut-il comprendre les raisons de son monstrueux succès de vulgarisation. L'une de ces raisons tient à notre mode de vie. Un récent article du romancier italien Carlo Lévi nous met sur la voie.

Il n'est pas de pays au monde où toute l'Histoire se voie aussi naïvement mêlée à la vie quotidienne, et, comme dit Carlo Lévi, « au présent le plus fugitif et le plus quotidien ». Cette persistance du passé n'est pas « un souvenir, un symbole, une image perdue, une nostalgie, une ombre », mais, au contraire, « une infinité de faits, de choses charnelles, de gestes, de paroles, de réalités de mœurs », qui sont, en même temps, actuelles et très anciennes, qui se déroulent dans des durées différentes et parfois lointaines et qui par là, « acquièrent la profonde complexité et l'ambiguïté essentielle qui sont propres à la poésie ».

Cette analyse du romancier italien est criante de vérité : c'est très exactement ce qui, il y a quinze jours, me frappait dans les rues de Naples : ces mêmes hommes, ces mêmes femmes, qu'on croirait sortir de l'Antiquité ou du Moyen Age, bricolent une moto ou s'habillent de nylon !

Nous avons bien rarement cette impression en France et, même quand on réussit à la percevoir, il faut l'initiation d'une culture,

d'une connaissance, alors qu'en Italie elle s'impose tout de suite à l'observateur le plus superficiel : c'est le charme de ce pays.

Pourquoi ? Parce que l'Italie n'a pas subi le phénomène de cloisonnement géographique et sociologique de l'accident industriel, et aussi des pays sous-développés ou colonisés par les Européens. En France, ce phénomène est surtout frappant à Paris, mais Paris impose ses mœurs à tout le « désert français » ! Il date de la deuxième moitié du XIX^e siècle et n'a pas cessé de s'accroître. Un Parisien du XVI^e arrondissement ne va jamais dans le XX^e et *vice versa*. Où se rencontrent-ils ? Dans le quartier de l'Opéra et des grands boulevards, dans les grands magasins (et encore !) ou dans les cinémas d'actualités, à la rigueur, c'est-à-dire dans un quartier neuf, privé d'Histoire. L'un ou l'autre va-t-il à la préfecture de police ou au Palais de justice ? Ils passent devant Notre-Dame ou la Sainte-Chapelle, mais comme on passe devant un musée, séparé physiquement de tout son contexte urbain.

Imaginez, au contraire, une ville où il y aurait toujours des quartiers résidentiels bourgeois, comme le XVI^e ou le XVII^e, mais où le centre des affaires se situerait, par exemple, dans le Marais sans qu'on en ait expulsé le petit peuple, où le cabinet de l'avocat ou du médecin, le bureau de banque ou d'assurances voisinaient, aux étages nobles abandonnés par leurs anciens propriétaires, avec une masse de petites gens qui n'auraient pas cessé d'y habiter, avec leurs commerces, leurs débits de boissons et d'alimentation. Vous auriez alors quelque chose qui approcherait de la vie italienne : le Paris d'Eugène Sue, de Balzac, de Victor Hugo, mais, Naples, Gênes, ou Rome aujourd'hui. A cet égard, la Cité de Londres, au moins avant le Blitz, en était moins éloignée que le centre actuel de Paris. Il s'ensuit un compartimentage où les genres de vie ne se confrontent ni ne se mêlent : des petits mondes monochromes et fermés. Dans cet isolement, nous avons perdu le sens de la diversité humaine, et, en même temps, un autre aspect de cette diversité : le sens réel de l'Histoire. C'est pourquoi nous croyons si naïvement à un sens de l'Histoire, comme aux puérilités d'une certaine psychanalyse. Mais, qu'y faire ? direz-vous, nous n'allons pas reconstruire Paris ! A vrai dire, ce qui est vrai de Paris ne l'est pas de toute la France. A l'heure où, après la longue immobilité du XIX^e siècle, le

tourisme ressuscite une sorte de nomadisme qui n'est pas sans analogie avec celui de l'Ancien Régime, on peut retrouver et naturaliser des valeurs de mœurs provinciales, presque périphériques : provençales, marseillaises ou flamandes. Mais cela ne suffit pas : on risquerait d'isoler les survivances du passé, de les muséographier ; c'est le régionalisme niais, mais cela peut être aussi le vieux neuf de la Suisse, ou encore l'Islam fermé des médinas avec, à côté, la ville moderne européenne. Il faut retrouver l'osmose du passé et du présent, la tension entre le passé et le présent. Nous ne le retrouverons que par la connaissance, l'étude, la réflexion. Notre drame, le drame de l'accident après la révolution des techniques, est que nous ne pouvons vivre naïvement, comme l'Italien, des valeurs à demi perdues, mais dont nous sentons la nécessité. Nous devons rendre à la conscience de l'homme moderne le sens de sa diversité, toujours présente, quoique inaperçue. Alors réapparaîtront cette « profondeur » et cette « ambiguïté » que le romancier italien assimile à la poésie et dont la perte nous condamne à la haine civile ou, pire encore, à un ennui mortel.

La Nation française, 26 octobre 1955.

4. Déplacements dans le budget familial

Aujourd'hui, les délais de livraison des fourneaux à gaz, mobilier de cuisine, et autres objets d'usage ménager, s'allongent, se comptent par mois, et se rapprochent de ceux des automobiles : l'équipement de la maison et l'acquisition d'un moyen de transport individuel paraissent le souci dominant d'un nombre toujours plus étendu de nos compatriotes. Dans ce secteur, la demande dépasse l'offre, malgré l'augmentation continue de la production, grâce aussi au crédit. Il y a là un phénomène d'une grande importance.

Dans les villes, et à un moindre degré dans les campagnes, la voiture et le confort moderne : l'eau chaude courante, chauffage central... ne sont plus l'apanage de certaines bourgeoisies, de classes riches ou moyennes. Ils gagnent des couches populaires, ouvrières.

Est-ce à dire que leur niveau de vie a augmenté, pour leur permettre d'acheter ainsi ? On en discute, depuis la querelle de la « paupérisation », agitée au bureau de la CGT. A vrai dire, même si le niveau de vie réel n'a guère augmenté – ce qui n'est pas certain –, l'organisation de la vie a changé, des besoins nouveaux sont apparus, qu'on cherche à satisfaire là où, autrefois, on se serait contenté de moins. Il a dû y avoir un déplacement des dépenses, à l'intérieur du budget, des postes d'alimentation, hier encore les plus chargés, à des postes de logement, surtout dans les familles de banlieue – et de transport.

Il existe certainement une relation entre cette obsession de l'auto, de la moto, du logement et deux autres phénomènes bien caractéristiques de ce temps : le renouveau de la famille, du couple, et l'indifférence à l'égard de la politique et peut-être même de la société. Les communistes, et aussi les organisations chrétiennes, savent bien que le militant est perdu pour eux à partir du moment

LE PRÉSENT QUOTIDIEN

où il achète une voiture, où il désire le confort ; on dit qu'il s'est embourgeoisé. Il se replie sur lui et sa famille, et néglige non seulement les activités politiques, mais toutes activités collectives, sport d'équipe, gymnastique, etc. La voiture et la maison sont demeurées les symboles d'une indépendance, d'une liberté, longtemps cherchées ailleurs.

La Nation française, 2 novembre 1955.

5. La réforme de la Sécurité sociale ?

Les élections aux conseils d'administration des caisses ramènent l'attention sur la Sécurité sociale.

Il faut en convenir sans ambages : la Sécurité sociale, avec les congés payés, sont considérés par l'unanimité du monde du travail – et maintenant à la terre ainsi qu'à la ville – comme leurs conquêtes les plus appréciables. C'est pourquoi la date de 1936 demeure gravée dans les mémoires où, pourtant, les souvenirs historiques s'oublient vite, trace toujours vivante d'un soulagement, d'un espoir : on pourrait sortir de l'insécurité, de la hantise du lendemain ! Nous ne pouvons penser à revenir en arrière sur ce point, moins par opportunité – pour ne pas heurter l'unanimité des salariés – que par raison, car il est normal que la collectivité nationale assure ainsi l'avenir.

Nous connaissons, d'autre part, le déficit de la Sécurité sociale : 83 milliards prévus en 1955 pour la branche Maladie. Plus grave encore que ce déficit constant, que les problèmes posés par l'assurance vieillesse, étendue à l'Agriculture, il y a le fardeau des charges sociales sur nos prix. Dans beaucoup de cas, les employeurs comptent plus du tiers du salaire effectivement versé. Il en résulte que les charges sociales pèsent sur les seules entreprises qui utilisent une main-d'œuvre nombreuse. Tous les services de nature commerciale, bancaire, quelle que soit l'importance du chiffre d'affaires, échappent à ce prélèvement, ou à peu près. Il y a là une anomalie et il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste d'une question, il est vrai très difficile, pour s'en apercevoir. Les entreprises à main-d'œuvre nombreuse, les plus productives à la base, sont pénalisées. S'il est admis que les jeunes paient pour les vieux, les célibataires pour les pères de famille, les ouvriers et les industriels

pour les agriculteurs, les bien-portants pour les malades, on ne voit pas pourquoi les services sans main-d'œuvre ne paieraient pas pour les entreprises à main-d'œuvre nombreuse.

Mais asseoir la Sécurité sociale sur le revenu national, sur le chiffre d'affaires par exemple, cela revient à la « budgétiser », comme on dit, comme cela existe, je crois, en Angleterre. Et l'on retombe dans l'éternel dialogue sans issue d'une droite hostile à l'étatisme, à l'accroissement de la charge budgétaire, et d'une gauche socialisante que l'inflation n'effraie pas : opposition de forme, cristallisation idéologique d'anciens tempéraments toujours vivants, mais qui parlent un langage aujourd'hui désaccordé avec les réalités. Aussi, l'opinion commune, découragée, se retire-t-elle du débat... en attendant qu'elle soit mobilisée par l'illusion de l'efficacité technique, agitée par un politicien plus malin, comme Mendès France.

La Nation française, 9 novembre 1955.

6. Les valeurs de la vie quotidienne *

Dans *Le Monde* du 19 novembre, Gilbert Cesbron s'en prend aux « petits vieux » qui ont saboté de manière si ridicule la leçon inaugurale de Jean Guilton à la Sorbonne. J'ai aimé la conclusion de son article : « A présent, je vais vous choquer : mais les jeunes fous qui cassent tout à l'Olympia, pour honorer Sidney Bechet, m'inquiètent moins que les petits vieux de la Sorbonne qui épousent nos querelles mortes et empêchent un homme de parler parce que, il y a dix ans, dans des souffrances que vous ne connaissez pas, il a pensé autrement que les papas de certains d'entre vous. Oui, je crois que dans cinq ans les "fans" de l'Olympia mettront leur énergie et leur jeunesse au service d'autre chose que d'une clarinette. »

On est heureux de lire, sous cette signature, la reconnaissance de ce qui peut fermenter de vrai, de dense, d'authentique, parmi les banalités de l'existence quotidienne. Dans le monde d'aujourd'hui et très exactement d'aujourd'hui – le jeu des opinions, des débats intellectuels, si passionnés qu'ils soient, est profondément faussé, désuet et mort. Un homme frais et disponible, quel que soit son âge, ne peut qu'être découragé par l'effroyable conceptualisation dont sont victimes tant à droite qu'à gauche les sentiments authentiquement vécus, une génération auparavant. Dans les colonnes de ce journal, j'ai écrit un article sur la joie de vivre à Naples, sur la bonhomie et la poésie qui accompagnaient dans la rue italienne (le *decumanus* de la ville romaine !) la confusion et la diversité des états sociaux, des sexes et des âges. Un très intelligent et honnête critique me faisait remarquer que, peut-être, ces mœurs quotidiennes de la rue n'avaient pas d'importance... Au contraire, comptait seulement la fatale acceptation de la richesse et de la pauvreté, même voisine ; cette superficielle familiarité n'avait pas